

## **DU 7 OCTOBRE AUX ROSES DE LILLE...**

Non, la crise économique qui sévit en France n'est pas une simple affabulation de la bourgeoisie. Et il ne suffirait pas que la Gauche Unie exerce le pouvoir pour que la crise soit résolue ici plus facilement qu'elle ne le fut par les gouvernements sociaux-démocrates en Angleterre, en Allemagne, en Suède ou par la démocratie-chrétienne que soutient la Gauche italienne.

Après trois mois d'application du plan Barre les prix continuent d'augmenter et la valeur du franc de baisser, le nombre officiel des chômeurs dépasse largement le million depuis octobre, le déficit de la balance commerciale excédera 20 milliards pour 1976. Le principe qui consiste à limiter la consommation intérieure pour exporter davantage trouve ses limites et son absurdité dans le fait que chaque pays se propose au même moment de l'appliquer.

Cette crise du capitalisme international, aggravée par l'inadaptation du régime à effectuer en temps voulu l'inéluctable mutation énergétique, se traduit en France comme ailleurs par une crise politique qu'exprime notamment la division de la majorité gouvernementale. Entamée en septembre avec le départ de Chirac, la rupture s'est concrétisée par la création du R.P.R. En admettant que son auteur lui-même y crût, la tentative de regroupement derrière «*Démocratie Française*» était vouée à l'échec.

### **Sabres de bois:**

En effet le livre de Giscard d'Estaing est axé sur deux points: la défense des institutions et le refus du «collectivisme». Mais, pour l'heure, personne ne remet fondamentalement en cause les institutions de la Vème République, et surtout pas le leader de la Gauche qui ne cesse lui-même d'exiger du président de la République... «*qu'il respecte la Constitution. Nous ne lui demandons pas autre chose*» («Paris - Match»). Quant au «collectivisme», s'il s'agit de l'expropriation capitaliste, les déclarations de la Gauche foisonnent (y compris le *Programme Commun*) pour préciser qu'il n'est pas question «*de créer une rupture avec la société de profit*» (Mitterand). Et Marchais ironise sur «*les moulins à vent du collectivisme*».

De son côté l'Union de la Gauche a élaboré sa réponse stratégique au plan Barre. C'est Séguéy qui l'exposait le 24 octobre au Club de la Presse d'Europe1: «*Il est absolument évident et ce n'est pas nouveau, que nous ne ferons rien qui puisse être de nature à troubler la sérénité des consultations électorales à venir*»... «*En effet, nous ne cherchons pas à créer des situations difficiles, sauf si nous sommes attaqués*»...

Mais, attention: «*Entre cette moitié du mois d'octobre 1976 et les élections municipales, il y a tout de même quelques mois qui nous permettent d'agir et de poursuivre notre combat revendicatif*».

Il est vrai que cet automne les coups ont plu contre le plan Barre. A peine rangées, les banderoles du 7 octobre devaient ressortir le 23, avec celles de la J.O.C., pour porter «*le 2ème coup au plan Barre*». Tandis qu'à la grande kermesse de Paris, Séguéy, Maire et Henry défilaient sous les cris de «*Programme Commun*», la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. conviaient à des fêtes régionales en province.

Les camarades de Limoges et de Fourmies qui, au début du siècle, affrontaient l'ennemi de classe au chant de «l'Internationale» ne se doutaient pas qu'une stratégie subtile, établie en leur nom, substituerait au chant des travailleurs la bourrée et le *P'tit Quinquin*. A Nantes c'est le chanteur folk Gilles Servat et les binious qui donnaient le ton au scandaleux défilé carnavalesque du 23 octobre.

## **Et l'école laïque?**

Nantes évoque pour le monde ouvrier une autre image, que les complices du 23 octobre auront du mal à défigurer. Parmi ses traditions il en est une de lutte anti-cléricale qui la désigna sans doute au choix du P.C.F. pour y présenter sa politique vis-à-vis de l'Ecole confessionnelle, lors de la conférence de presse du 20 octobre, animée par le directeur de la revue «*L'Ecole et la Nation*», en présence de Poperen, membre du bureau politique: «*Nous sommes en présence d'une situation héritée de l'histoire. Nous rejetons toute mesure de caractère autoritaire ou coercitif, toute décision unilatérale.*

*Le gouvernement démocratique devra entreprendre, à partir de la situation existante, un dialogue constructif avec les familles qui envoient leurs enfants, les enseignants, les représentants de l'Eglise qui en ont la responsabilité. La démarche démocratique que nous préconisons pour l'enseignement prenant en compte pleinement la diversité des opinions et des options ne peut s'ouvrir la voie que par la méthode du débat tranquille, qui permette l'application progressive, dans un esprit d'union, des mesures prévues par le Programme commun de gouvernement».*

Voilà qui est clair: aussi longtemps que l'Eglise catholique ne donnera pas son aval à l'application progressive des mesures prévues dans le programme commun, la situation scolaire en France restera inchangée, le gouvernement de la Gauche s'interdisant, dans un esprit d'union (avec l'Eglise), «*toute décision unilatérale*».

Cette conférence de presse se tenait deux jours après une réunion du C.D.A.L. élargi de Loire-Atlantique qui décidait d'annuler la manifestation départementale prévue (pour cause de double emploi avec la réunion des Parents d'élèves). C'est dommage:, même si cette action originale n'entraînait pas dans le cadre du régionalisme Union de la Gauche.

En effet, au calendrier chargé de cette automne, il n'y avait pas place pour une manifestation nationale du C.N.A.L. Déjà, l'an dernier, la manifestation traditionnelle avait été supprimée. Décidément, depuis l'entrée de la C.F.D.T. au C.N.A.L., le S.G.E.N. n'aura pas eu souvent l'occasion de brandir ses bannières pour défendre l'Ecole laïque. Le hasard... sans doute.

Il est vrai que ces manifestations laïques avaient revêtu un aspect un peu rituel. Pourtant l'Union départementale C.G.T.-F.O. de Loire-Atlantique développait dans son projet de texte adressé au C.D.A.L. un thème qui suscita quelque intérêt: «*...Cette désorganisation du service public d'Enseignement a pour corollaire non seulement la poursuite de la politique d'aide à l'Enseignement privé, confessionnel et patronal, notamment par le truchement de la Loi Royer et la Formation Continue, mais encore, pour la première fois depuis 1882, la soumission du corps enseignant au contrôle direct du patronat et groupes de pression divers, ainsi que le stipulent les réformes structurelles («Groupe d'Etude Technique» et «Conseil d'Ecole») contenues dans la loi Soisson-Haby, qui doit entrer en application en 1977».*

Et le texte concluait en appelant à manifester: «*Contre la nouvelle violation de la laïcité que constitue l'atteinte à l'indépendance des Enseignants contenue dans la loi Soisson-Haby*».

«*Ce n'est pas possible*, fut-il répondu par le président du C.D.A.L., *la plate-forme du C.N.A.L. prévoit justement dans son principe de gestion tripartite la participation des usagers (1), nous ne pouvons aller contre les Conseils d'Ecoles*».

Nous avons bien constaté que la loi Haby-Soisson dégageait un charme paralysant. Nous n'avions pas osé dire qu'elle mettait en œuvre le programme du C.N.A.L.! Une journée nationale du C.N.A.L. est envisagée pour le 29 janvier, gageons qu'elle s'organisera davantage sur le thème de l'Union de la Gauche que sur le boycott des Conseils d'Ecoles.

Il est même permis de se demander si le C.N.A.L. exigera des partis de gauche qu'ils reprennent, à l'occasion des campagnes électorales à venir, l'élémentaire mot d'ordre «*fonds publics-école publique, fonds privés-école privée*». A cet égard, ce ne sont pas les propos tenus par Mitterand sur TF1 le 23 novembre qui peuvent rassurer: ne déclarait-il pas, évoquant l'avant-projet d'Education du P.S., «*dont les*

(1) C'est exact: elle prévoit même la participation des groupes sociaux-professionnels (qui comprennent les patrons). Il y a un moment qu'on prévoit beaucoup au C.N.A.L.

*propositions ne sont pas loi*», qu'il préfère «*le dialogue aux planifications autoritaires*» et que (toujours en matière d'Enseignement) «*le gouvernement de la Gauche devra éviter de se transformer en planificateur autoritaire*». Curieuse identité de termes avec le P.C., curieuse émulation dans la mansuétude!

### ***La bourgeoisie partagée:***

Tandis qu'à l'avant-scène l'Union de la Gauche épuise la combativité ouvrière dans des grèves tournantes, des «*actions décentralisées, branches par branches*», la C.G.T. et la C.F.D.T. allant jusqu'à vouloir imposer cette tactique dans la fonction publique, la bourgeoisie en profite pour conforter les dispositions du plan Barre.

Ceyrac a publiquement exposé les exigences du patronat. Sur tous les points, augmentation des prix industriels, licenciements, aide de l'Etat dans certains secteurs, Barre lui a donné satisfaction. On est même revenu sur le taux de la taxe professionnelle qui avait été discutée et adoptée au Parlement!

Pour la défense de ses intérêts la bourgeoisie s'est retrouvée en l'occurrence remarquablement soudée. Le même phénomène ne manquera pas de se reproduire sous la houlette magistrale du C.N.P.F., et l'appareil d'Etat, qui est fait pour cela, fonctionnera au service de la classe dominante.

Est-ce à dire que la division de la bourgeoisie au sujet des grandes options politiques doit être traitée légèrement et que le rassemblement des 50.000 personnes *Porte de Versailles* n'était qu'apparat? Rien n'autorise à le penser. La bourgeoisie, dans l'objectif de neutraliser la classe ouvrière, a le choix entre plusieurs formules allant du système parlementaire classique, plus ou moins nuancé de bonapartisme, au corporatisme national socialiste. Il est normal que devant la gravité de tels engagements des hésitations et des différences apparaissent au sein de la bourgeoisie elle-même.

Les anarcho-syndicalistes n'éprouvent aucune préférence sentimentale pour l'une ou l'autre des fractions de la bourgeoisie. La seule chose qui leur importe est le cadre politique dans lequel ils sont contraints d'évoluer, et dont la somme des libertés individuelles et collectives détermine la nature. Pour en juger il existe des critères qui sont concrets et sur lesquels nous ne transigerons pas au nom de tel ou tel mythe; ces critères s'appellent en particulier:

- permanence de l'action revendicative, quels que soient les hommes au pouvoir (le contraire du consensus);
- libre négociation des salaires (le contraire de la politique des revenus qu'entend promouvoir M. Barre);
- respect de la représentativité et des prérogatives des syndicats (le contraire de l'Autogestion);
- indépendance du syndicat par rapport à l'entreprise et à l'Etat (le contraire de l'Autogestion et de la Planification Démocratique).

Bien entendu, sur tous ces points, on ne saurait prendre pour argent comptant les déclarations d'intention, comme celle de Chirac qui, dégagé des responsabilités gouvernementales, assure dans son manifeste et à Strasbourg qu'il poursuivrait la politique contractuelle traditionnelle appliquée jusqu'à l'été dernier, car nous savons que les politiques se déterminent en fonction d'une situation économique qui, elle, n'est plus traditionnelle.

Mais il apparaît que les états-majors de l'Union de la Gauche se placent d'un autre point de vue et que la constitution du R.P.R. vient d'accélérer un processus qui se dessinait déjà depuis un certain temps.

### ***Les roses historiques:***

Le 1er décembre se tenait à Lille un conseil des ministres «*décentralisé*». Accueillis par Mauroy, le numéro 2 du P.S., MM. Barre et Giscard d'Estaing étaient invités à un dîner officiel qui réunissait autour d'eux les élus locaux. Puisque, de part et d'autre, on a voulu faire de cette rencontre un événement historique, prenons-en acte. C'est Giscard d'Estaing lui-même qui déclare: «*Lille est une date importante dans l'histoire de la vie politique française récente... Pour la première fois dans les annales de la Vème République, un pas a rassemblé des membres du gouvernement et un grand nombre de parlementaires importants de l'opposition. La conversation y a été très libre et très ouverte. Nous avons parlé de tous*

*les sujets, c'est l'exemple même d'un dialogue idémocratique».*

Quant à Mauroy, il commente: *«La politique n'est pas une science exacte. Elle épouse le terrain. Personne n'a jamais décidé définitivement qu'il n'y aurait pas de rencontre entre les hauts responsables de l'opposition et le président de la République».*

Et Mitterrand précise à France-inter qu'il ne refuserait pas une invitation à l'Elysée *«s'il s'agissait d'un puissant et important intérêt national».*

M. Barre, que la suppression des négociations salariales rend disponible pour le dialogue, était aussi de la partie. Il devait s'entretenir avec Mauroy, au conseil régional, en compagnie de deux élus du P.C., *«un dialogue objectif et réaliste»* selon le premier ministre, *«un dialogue ouvert»*, dira Mauroy, et G. Ansart; responsable du P.C.F. pour la région du Nord, y voit avec satisfaction *«le respect des usages républicains».*

Le parallèle s'impose avec l'accueil réservé simultanément par les leaders de la Gauche à la constitution R.P.R.; Mitterrand assimile le rassemblement de Chirac *«aux ligues 1934»*, G. Georges dans *«l'Ecole Libératrice»* stigmatise également *«les relents de fascisme»* dans le R.P.R.; pour la C.F.D.T. l'entreprise de Chirac *«n'augure rien de bon pour le développement d'un véritable débat démocratique dans le pays»*, son but n'étant que *«d'empêcher l'alternance et l'arrivée de la Gauche au pouvoir».*

Devant un choix aussi explicite la Gauche pour *«le dialogue démocratique»* avec Giscard d'Estaing et M. Barre du plan Barre, quel militant ouvrier, quel travailleur conscient, toute obédience politique et syndicale, ne se poserait pas de sérieuses questions?

La référence au Général De Gaulle peut servir à plusieurs fins. Elle peut être utilisée comme cheval de bataille, contre l'Union de la Gauche. Elle peut aussi représenter une main tendue à la Gauche, comme une évocation à l'union sacrée du tripartisme de 1945.

On sait toutefois que l'histoire se reproduit jamais exactement. Si le P.C.F. est resté le même il pourrait ressortir la phrase célèbre l'époque: *«la grève est l'arme des trusts».* La démocratie chrétienne M.R.P. a été remplacée par les sociaux-chrétiens qui propagent partout sous vocable d'autogestion, leur théorie corporatiste, y compris au sein du P.S. d'où ils ont pratiquement miné l'ancienne S.F.I.O.

Avant de quitter Lille le président de la République a voulu accomplir un geste symbolique. Homme distingué autant qu'homme politique Giscard d'Estaing, qui n'ignore rien au langage des fleurs, déposa une gerbe devant la maison de la rue Princes où vécut De Gaulle. C'était une gerbe de roses rouges.

**Serge MAHÉ.**

-----

## **LES MILITANTS S'INTERROGENT...**

### ***Au syndicat national C.G.T. de l'I.N.S.E.E.:***

Le 7ème Congrès du *Syndicat national C.G.T. de l'I.N.S.E.E.* a tenu ses assises courant novembre.

La résolution générale adoptée par le Congrès témoigne du besoin que ressentent aujourd'hui des militants C.G.T. d'affirmer l'indépendance de leur syndicat par rapport à l'*Union de la Gauche* et au *Programme Commun*, ainsi que d'imposer, à la C.G.T., les règles de la démocratie syndicale. En voici des extraits (sous-titrés par nous):

**DÉMOCRATIE:** *«Nous devons assurer dans le syndicat la libre expression des différents points de vue politiques, mais également et surtout des différentes positions sur la conduite des luttes et la stratégie*

syndicale. Ce n'est que si les divergences peuvent s'exprimer qu'il est possible de tenter de les résoudre. Ce n'est que si les critiques sont librement exprimées que l'on pourra corriger notre orientation. C'est ce que précise le préambule des statuts de la C.G.T.: La démocratie syndicale assure à chaque syndiqué la garantie qu'il peut, à l'intérieur du syndicat, défendre librement son point de vue sur toutes les questions intéressant la vie et le développement de l'organisation».

**INDÉPENDANCE:** «Nous devons travailler à l'unité des travailleurs, et non à leur division. Le syndicat est une organisation de masse, préserver son unité et sa liaison avec les travailleurs sont des impératifs vitaux. Aussi il ne peut être question d'imposer par la simple loi de la majorité, le soutien du syndicat au programme d'une (ou de plusieurs) organisations politiques, en dépit des divergences importantes qui pourraient subsister dans l'organisation, ou parmi les travailleurs. Les statuts de la C.G.T. le confirment à leur article 1: La C.G.T.... groupe toutes les organisations rassemblant sans distinction d'opinion politique, philosophique et religieuse, les salariés conscients de la lutte à mener pour défendre leurs intérêts moraux et matériel, économiques et professionnels... Nous devons respecter la mission fondamentale du syndicat, qui est la défense des intérêts immédiats des travailleurs. Ceci impose de ne pas subordonner, d'une façon ou d'une autre, son action et la conduite des luttes au succès ou à la réalisation du programme d'une organisation politique. De même le syndicat n'a pas à se substituer aux organisations politiques pour défendre et populariser leur programme... Le syndicat C.G.T. de l'I.N.S.E.E. considère que l'activité politique de la Confédération doit être fondée sur ces principes. Pour sa part, c'est sur cette base qu'il mènera son action».

-----

## LA DÉMOCRATIE À LA C.F.D.T.

L'Union Départementale C.F.D.T. de la Gironde et deux Unions Départementales de Paris viennent d'être dissoutes par décision du Bureau National de la Centrale.

On sait que depuis quelques mois un «large débat interne» est engagé au sein de cette organisation sur le thème des rapports entre la C.F.D.T., la base et les groupes politiques qui y évoluent.

Il apparaît que derrière la noblesse des termes se dissimule à peine une vigoureuse chasse aux sorcières. C'est l'affaire de la C.F.D.T. et de ses adhérents exclus, en l'occurrence trois U.D. animées par des militants de la L.C.R. (1) et de l'A.S.R.A.S. (2) qui avaient cru trouver dans la C.F.D.T. un cadre de prédilection sur l'échiquier des Centrales françaises.

Qu'il nous soit quand même permis de noter que la C.F.D.T., qui estime que le seul fait de recruter des ouvriers lui confère la qualité d'organisation ouvrière, et qui pousse parfois l'impudence jusqu'à se réclamer de Pelloutier, a usé pour exécuter cette purge d'un procédé qui - heureusement - ne pourrait avoir cours dans aucune des autres confédérations. En effet la C.F.D.T. est la seule Centrale dans laquelle les cotisations sont collectées directement par la trésorerie nationale. Le nerf de la guerre se trouvant à Paris sous bonne garde, quand une U.D. déplaît on coupe les vivres et l'affaire est réglée.

Les naïfs s'apercevront que les thèses du régionalisme et de l'autogestion s'accordent très bien avec la pratique d'un centralisme et d'un verticalisme exemplaires.

Autant d'arguments pour les dirigeants de la F.E.N. accusés par Maire de rêver d'une Centrale Unique qui serait, comme la F.E.N., «la somme de tendances partisans structurées» (au Creusot le 11-12).

Domage que dans cette querelle de famille le secrétaire de la F.E.N. ne puisse faire état de l'expérience de Loire-Atlantique où les U.I.D. et les Anarcho-Syndicalistes avaient constitué un courant dépassant la «tendance partisane structurée», puisque pour avoir exprimé dans ce journal leur désaccord avec la motion pédagogique et l'Autogestion lors du dernier Congrès de la F.E.N., les anarcho-syndicalistes

(1) Ligue Communiste Révolutionnaire.

(2) Alliance Syndicaliste Révolutionnaire et Anarcho-Syndicaliste.

furent ipso-facto démis des fonctions qu'ils détenaient à la Commission technique paritaire et le courant brutalement cassé, la «tendance» U.I.D. reprenant tous ses droits (et au passage les mandats des anarcho-syndicalistes).

Il est vrai que, contrairement à ce qui s'est passé à fa C.F.D.T., les anarcho-syndicalistes peuvent toujours militer à la F.E.N., à condition de se constituer, comme tout le monde, en un 6ème mini-parti structuré et bien étiqueté. Nuances!

-----

## **LA FÉDÉCHIMIE C.G.T.-F.O. ET LA POLITIQUE DES REVENUS...**

Le Congrès de la Fédéchimie C.G.T.-F.O. qui s'est déroulé à Clermont-Ferrand les 12, 13 et 14 novembre 1976 a réaffirmé les orientations fondamentales de la Fédération qui sont celles d'une organisation de classe des travailleurs consciente des dangers que la situation actuelle fait peser sur l'indépendance du syndicalisme. C'est ce que montrent les principales résolutions dont voici quelques extraits.

### **La politique contractuelle:**

*«Le Congrès de la Fédéchimie C.G.T.-F.O. rappelle son attachement à la politique contractuelle:*

*- épisode de la lutte permanente du syndicalisme, dont elle est un moyen et non une fin, qui s'apprécie quel que soit le système en place, en fonction des résultats obtenus;*

*- compromis momentané de la lutte entre exploités et exploités qui ne saurait conduire à une démobilité des travailleurs, mais doit laisser intacte la possibilité d'utiliser tous autres moyens d'action, y compris la grève.*

*Le maintien, voire l'extension, de la politique contractuelle reste un principe fondamental du syndicalisme C.G.T.-F.O., ce que le Congrès rappelle avec force.*

*Pour ne pas tomber dans l'émiettement des contrats d'entreprises qui peuvent risquer à terme de compromettre l'action du plus grand nombre des travailleurs et leurs intérêts réels, le cadre privilégié des discussions paritaires reste la négociation des Conventions Collectives».*

### **La politique des revenus:**

*«La liberté de négociation ne doit pas être remise en cause par une politique des revenus visant, sous prétexte de l'intérêt national, à instaurer une certaine rigueur qui ne touchera en fait que les salariés.*

*La Fédération réaffirme ses positions, qui sont celles de la C.G.T.-F.O., en ce qui concerne l'injustice et la ségrégation fiscale. Elle se prononce pour la sauvegarde et la continuité de la libre négociation des salaires quel que soit le contexte politique ou les contraintes gouvernementales».*

### **Résolution générale:**

*«Le Congrès de la Fédéchimie C.G.T.-F.O., réuni à Clermont-Ferrand, les 12, 13 et 14 novembre 1976, rappelle son attachement au syndicalisme de classe de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière:*

*- Un syndicalisme fondé sur les principes contenus dans la Charte d'Amiens qui conserve son actualité combative et mobilisatrice.*

*- Un syndicalisme efficace, indépendant de l'Etat, du Patronat, des Partis, des Eglises et des Dogmes, ayant vocation à rassembler tous les travailleurs.*

*- Un syndicalisme qui, par souci de son indépendance, refuse de signer tout contrat de législature politique, qui aurait pour conséquence de broyer ses capacités de liberté, d'action et de démocratie.*

*- Un syndicalisme qui s'inscrit dans le combat permanent de la lutte des classes, œuvrant pour l'appropriation et la gestion collective des moyens de production par la classe ouvrière...*

*Aujourd'hui, tout le démontre, devant l'aggravation de la crise, la défense des intérêts de la classe*

dominante oblige le gouvernement à mettre en place un plan d'austérité s'attaquant aux acquis des travailleurs, notamment en ce qui concerne les salaires. C'est la politique des revenus, politique qui remet en cause l'indépendance de l'organisation de classe des travailleurs, politique que le syndicalisme authentique doit combattre avec acharnement.

La Fédéchimie n'acceptera pas le blocage des salaires. Elle engagera résolument l'action contre toute tentative de ce type avec les moyens traditionnels du syndicalisme authentique: la discussion, la négociation, la convention, la grève.

Lorsque la grève est nécessaire, nos organisations, aussi bien à l'échelon fédéral qu'à celui des syndicats de base pourront recourir à l'unité d'action. Unité qui aura pour but de parvenir à la satisfaction de nos revendications, sur la base de nos seuls objectifs, c'est-à-dire, la défense des intérêts de classe des travailleurs...».

### **Extraits de l'intervention de notre camarade Marc Prévotel (membre du Comité National):**

Camarades,

Nous avons entendu dans ce congrès et nous entendrons sans doute encore des critiques contre certaines attitudes du bureau confédéral.

Ceux qui me connaissent seront peut-être étonnés - à tort - de m'entendre dire que ces bavures, que je désapprouve, sont de peu d'importance par rapport à l'enjeu des grandes manœuvres commencées depuis plusieurs mois dont l'objectif est de détruire le syndicalisme de classe, donc indépendant du patronat, de l'Etat, des églises et des partis, c'est-à-dire le syndicalisme fondé sur la Charte d'Amiens qui est celui de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière...

Ainsi nous avons eu parfaitement raison de refuser notre participation à la journée du 7 octobre. Si cela ne doit pas nous gêner que Marchais et Séguay appellent à la grève en même temps que nous sur nos objectifs, il ne peut être question que nous fassions grève avec eux sur leurs objectifs. D'ailleurs cette journée du 7 octobre était positivement un acte démobilisateur, une manière dialectiquement détournée d'apporter un soutien au plan d'austérité et ce soutien, détourné mais efficace, fut volontairement mis en œuvre par ceux qui nous préparent un «compromis historique» à la française.

Les moyens utilisés sont parfois subtils. Par exemple on nous tend les carottes de l'impôt sur le capital et de la lutte contre les inégalités. Lequel d'entre nous, compte tenu du rapport de force du moment, oserait prétendre qu'il n'est pas pour la réduction des inégalités et pour la taxation du capital? Personnellement je ne fais aucune confiance à l'Etat, quels que soient ceux qui en tiennent les rênes, pour apporter à ces problèmes des solutions conformes aux intérêts de classe des travailleurs, mais c'est pour des raisons fondamentales qui n'ont même pas à être évoquées aujourd'hui...

Il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste de l'analyse économique matérialiste, rationaliste, pour savoir que le capital c'est, et c'est seulement, ce qui est générateur de plus-value et que les inégalités sociales trouvent leur fondement économique dans le statut de la propriété du capital...

J'ai pu lire récemment, dans un journal de tendance à l'intérieur d'un parti politique, un article de Claude Germon, membre de la Commission Exécutive Confédérale de la C.G.T., sous le titre: «La relation parti-syndicat, un élément essentiel de la lutte des classes».

Je vais me permettre de vous lire deux phrases de la conclusion de cet article: «S'il est exclu en effet de parler de consensus social face à un pouvoir réactionnaire, il est par contre indispensable de prévoir comment le gouvernement de gauche et les syndicats de travailleurs pourront, CHACUN A SA PLACE MAIS EN HARMONIE, faire progresser la situation des salariés. Le programme commun est évidemment la base sur laquelle doit se dérouler cette réflexion; ENCORE FAUT-IL EN PRÉCISER ENSEMBLE LES CONDITIONS D'APPLICATION».

Il y a, dans cette déclaration, l'amorce d'une future politique des revenus.

Certains camarades - peut-être sont-ils nombreux dans cette salle - sont partisans de tenter une expérience dans les mois qui viennent. Nous n'avons pas à en discuter ici dans la mesure où, heureusement, nous nous référons à la Charte d'Amiens...

Ils doivent en toute circonstance avoir conscience qu'en Europe occidentale la C.G.T.-F.O. est, pour le moment, la seule organisation syndicale de son espèce et qu'un processus est mis en marche, avec l'approbation de la bourgeoisie capitaliste, pour nous faire perdre notre originalité d'organisation des travailleurs sur des bases de classe, donc indépendante du patronat, des églises, des partis et de l'Etat. Il est essentiel de casser ce processus, il y va des intérêts de classe des travailleurs.

C'est pourquoi, dans le cadre de ce congrès de la Fédéchimie C.G.T.-F.O., nous devons réitérer les décisions de notre précédent congrès. Nous devons rappeler que nous persévérons dans le refus «de

*signer tout contrat de législature politique, qui aurait pour conséquence de broyer ses capacités de liberté, d'action et de démocratie».*

*Nous devons rappeler notre conception de la politique contractuelle qui «épisode de la lutte permanente du syndicalisme dont elle est un moyen et non une fin, s'apprécie, quel que soit le système en place, en fonction des résultats obtenus. C'est le compromis momentané de la lutte entre exploités et exploités qui ne saurait conduire à une démobilité des travailleurs, mais doit laisser intacte la possibilité d'utiliser tous autres moyens d'action, y compris la grève».*

*Nous devons aussi condamner toutes formes de politique des revenus, quels que soient les artifices et ceux qui les proposent.*

*La Confédération Générale du Travail Force Ouvrière, donc la Fédéchimie C.G.T.-F.O., est et demeurera une organisation de classe des travailleurs, défendant exclusivement les intérêts de classe des travailleurs.*

-----

## **NOUVELLES BRÈVES...**

### **Le P.C.F. à l'évêché:**

Mgr Elchinger, évêque de Strasbourg, et Maxime Grenetz, délégué du P.C. au dialogue avec les chrétiens, se sont entretenus en privé mercredi 1er décembre après midi. A cette occasion Grenetz a confirmé que si la Gauche l'emportait aux législatives le P.C.F. n'entendait pas remettre en cause le régime concordataire de l'Alsace-Lorraine. (Du pain sur la planche pour le C.N.A.L.).

### **Gagnez une Chrysler:**

C'est le gros lot d'une loterie organisée par le *Comité Français Contre la Faim* qui met en vente des billets à 2F.

Cette organisation située sous le haut patronage du Président de la République est animée par un Comité directeur dont les deux vice-présidents sont M. Prigent, ancien ministre et M. Rodhain, président du *Secours Catholique*. Parmi les 16 membres du Comité on relève, outre les noms de l'abbé Toulat et du président de la Fédération Protestante, ceux de P. Accard et de G. Esperet, personnages peu connus, délégués respectivement par la C.G.T.-F.O. et la C.F.D.T. La F.E.N. y est représentée par son secrétaire général lui-même M. André Henry.

Si, toutefois, les prix de la vignette et de l'essence vous faisaient hésiter, nous ne saurions trop vous inciter à acheter, au même tarif, l'*Anarcho-Syndicaliste* dans lequel vous trouverez un outil efficace pour lutter contre le plan Barre et autres plans, dont l'un des effets est d'empêcher des millions de chômeurs de produire pour satisfaire les besoins de l'humanité, y compris la faim.

### **Un raisonnement sans faille:**

Devant le Club de la presse d'Europe 1, le 7 décembre, Marchais a fait la déclaration suivante:

*«...Il y avait un candidat commun de la gauche lors de la dernière élection présidentielle. C'était normal. Il ne pouvait en être autrement, étant donné que nous venions de signer le programme commun. La preuve que cette tactique a été juste, c'est que nous avons frôlé si je puis dire, non pas remporté mais frôlé la victoire. Nous avons donc eu raison. La tactique était bonne».*

Et il conclut :

«Mais cela ne signifie pas qu'il en sera de même à chaque élection présidentielle. Il est même à peu près certain que, lors de la prochaine élection présidentielle, il y aura un candidat communiste...».

Nous nous garderons de toute exégèse qui n'ajouterait rien à la clarté de cette démonstration.

-----

# LES ENVAHISSEURS: ROBERT CHAPUIS PASSE DES AVEUX COMPLETS (suite)

*Confortablement installé sur son nuage amiral, Dieu le père, de la maison Dieu père fils Saint Esprit et Cie, pousse un immense soupir de satisfaction, aussitôt deux ou trois petits nuages subalternes éclatent avec obséquiosité et Dieu père s'écrie: «Que je sois loué, que ma sainte raison sociale soit bénie, mon fils bien aimé à la croix, ma maison est lancée».*

Jacques PREVERT (1).

## **Troisième partie: ÉLÉMENTS D'ANTHROPOLOGIE RELIGIEUSE.**

Tout aurait commencé avec la résistance, puis repris et continué avec la guerre d'Algérie (\*). Deux situations ambiguës. La résistance à l'occupant étranger permettant de masquer cette expression internationale de la lutte des classes qu'était la résistance au nazisme; situation d'autant plus ambiguë que dans de telles circonstances le P.C. saute à pieds joints sur l'occasion de plumer la volaille patriote. En effet comme le fait remarquer Chapuis: «*La résistance avait noué des fraternités*» (2).

### **LES AMBIGUÏTÉS DU PATRIOTISME ET DE L'ANTICOLONIALISME:**

Quant à ceux qui ont participé, sous diverses formes, aux luttes pour la décolonisation, on peut observer que leurs routes ont sensiblement divergé depuis la signature des accords d'Evian. Là aussi, sous prétexte d'union sacrée dans le combat - justifié - contre le colonialisme, en pratiquant une identification sommaire entre nations colonisatrices et exploités d'une part et d'autre part peuples colonisés et exploités, on gommait habilement les antagonismes de classes à l'intérieur de chaque collectivité.

Dans ces analyses superficielles, subjectives, idéalistes - où l'on oublie complaisamment que les exploités n'ont pas de patrie - des chrétiens se trouvaient bien évidemment à l'aise.

Si Chapuis était trop jeune pour vivre activement la période de l'occupation et de la résistance, Georges Hourdin (3) et René Rémond (4) apportent leurs témoignages qui ne dissipent pas les ambiguïtés.

*« A partir de 1943 les mouvements (de l'A.C.J.F.) ont été affrontés à des choix difficiles. C'est autour du Service du Travail Obligatoire qu'ont tourné les controverses... Fallait-il partir ou rester? Pour les uns, le gouvernement de Vichy étant le gouvernement légitime, il fallait obéir à la loi, si douloureux que cela puisse être... Pour d'autres, au contraire, le gouvernement n'étant plus libre, cessait d'être légitime... Le devoir patriotique l'emportait sur le loyalisme politique, il ne fallait pas partir. Sur ce débat éminemment politique se greffait un autre débat que j'appellerais «apostolique». Refuser de partir n'était-ce pas laisser les contemporains exposés à toutes les tentations idéologiques?... On retrouve là une des orientations maîtresses du catholicisme contemporain: la solidarité avec autrui, la présence aux autres, l'immersion dans le milieu. Telles furent les raisons qui justifiaient l'inclination de la J.O.C. pour le départ» (5).*

Ni dans Chapuis, ni dans Hourdin, ni dans Rémond, on ne trouve mention de la Charte du Travail de Pétain promulguée en 1941 dont René Belin, renégat du mouvement syndical et secrétaire d'Etat au Travail de l'époque, écrivait: «*Aussi les intérêts de classe ne sont-ils plus dominants, seuls comptent désormais les intérêts professionnels. Dans le sein de la profession, la collaboration est la loi nouvelle*» (6). L'Etat Français de Pétain se prétendait donc au-dessus des classes.

(\*) «*L'Anarcho-Syndicaliste*», n° 9 et 10, octobre et novembre 1976.

(1) Jacques Prévert, *Paroles*, «*Souvenirs de famille ou l'ange garde-chiourme*», Ed. du Point du Jour, 1948.

(2) Robert Chapuis, op. cit., p. 184.

(3) Georges Hourdin, op. cit., p. 34 à 40.

(4) Aimé Sacard interroge René Rémond, Ed. Le Centurion, 1976, p. 34 à 54.

(5) Ibid., p. 49 et 50.

(6) René Guerdan, *La Charte du Travail*, Flammarion, 1942, préface de René Belin.

Quand ils traitent de cette période, nos trois mousquetaires du christianisme dit de gauche ne semblent pas intéressés par cette particularité pourtant significative. Si, par la suite, les développements historiques qu'ils ont vécus les ont obligés à prendre en compte la lutte des classes, on constate à l'évidence que ce concept est totalement étranger à leur système de référence acquis par l'éducation et fondé sur la doctrine de l'Eglise: «Certains hommes professent l'opinion, et elle se répand parmi le peuple, que la question sociale, comme on dit, n'est qu'une question économique. Il est très vrai au contraire qu'elle est avant tout une question morale et religieuse et que, pour ce même motif, il faut surtout la résoudre d'après les règles de la morale et le jugement de la religion» (7).

### **UN MARIAGE DE RAISON:**

Tout n'a pourtant pas commencé si tard, avec les convergences trompeuses des luttes contre l'occupant puis contre le colonialisme. De bons esprits, à peine récupérateurs, s'efforcent - en extrayant de leur contexte mythique quelques passages des évangiles officiels - de faire remonter aux «origines» le télescopage entre le christianisme et la question sociale. Certains n'hésitent même pas à présenter Jésus-Christ, personnage dont l'historicité n'est pas démontrée, comme le «premier socialiste», quand ce n'est pas le «premier anarchiste»: la politique-fiction se nourrit sans vergogne d'anachronismes subtils.

Il paraît plus conforme à la vérité historique de faire remonter ce télescopage au commencement de l'industrialisation, à la naissance du capitalisme libéral.

Le refus du libéralisme économique par "les chrétiens sociaux du XIXème siècle n'a rien" de commun avec notre analyse des antagonismes de classes et de la nature du pouvoir. Car les chrétiens sociaux observent, avec raison, que le développement du capitalisme bouleverse les structures ancestrales imprégnées de religiosité et crée, involontairement, les conditions logiques de la déchristianisation. D'où leur combat acharné contre toute forme de libéralisme, même politique, et leur tentative d'intégrer l'évolution technologique dans un ordre social corporatiste fondé idéologiquement sur les thèses de Saint Thomas d'Aquin qui fut, certainement par hasard, remis à la mode par Léon XIII dans le même temps qu'il faisait élaborer et promulguait *Rerum novarum*. Dans l'Eglise aussi, rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme.

Selon les détails étudiés la position de la hiérarchie romaine pouvait paraître plus nuancée ou plus dure que celle des chrétiens sociaux, mais à l'époque elle avait aussi à résoudre les problèmes politiques locaux liés à la perte des Etats pontificaux dans la foulée de l'unification italienne.

Par essence l'Eglise est conservatrice, son analyse sociale reposant sur un prétendu droit naturel émanant de Dieu et, par là même, immuable. Par extension, même si cela peut paraître contradictoire, elle est conduite à appuyer tout ordre social du moment dans la mesure où il n'est pas fondamentalement athée; et encore l'histoire récente montre que, même dans ce cas, elle parvient à s'en accommoder.

Quant à la bourgeoisie capitaliste, fut-elle voltairienne, elle a besoin d'une certaine stabilité sociale pour poursuivre son essor. Cette convergence partielle d'intérêts ne pouvait que conduire à un mariage de raison, entrecoupé de scènes de ménage, car la composante évolutive du capitalisme et l'ordre naturel thomiste présentent des incompatibilités évidentes.

### **LES DESSEINS MYSTÉRIEUX DE LA PROVIDENCE:**

Cette alliance orageuse, Chapuis ne la nie pas: «*Ainsi, le développement capitaliste va-t-il trouver, de façon plus ou moins conflictuelle, un appui sérieux dans une Eglise qui, en se tournant vers le passé, contribue à masquer les réalités de la lutte des classes*» (8). Nous verrons même plus loin qu'il s'en sert comme tremplin.

Par nature l'idéologie de l'Eglise trouve son expression politique dans le conservatisme, mais par souci

(7) Léon XIII, *Craves de Communi*, 18 janvier 1901, cité par Jean Kanapa, *La doctrine sociale de l'Eglise et le marxisme*, Ed. Sociales, 1962, p. 49.

(8) Robert Chapuis, op cit., p. 174.

de sa pérennité elle doit s'appuyer sur le consensus social, donc le récupérer en partie quand vient le moment où elle peut en perdre la maîtrise. C'est pourquoi elle pratique, comme tout appareil inquiet de son avenir, la politique dite du maintien de plusieurs fers au feu. C'est une gymnastique dont elle connaît toutes les finesses: *«Il arrivera que l'autorité doit arbitrer des conflits lorsque l'anarchie menace l'unité, mais elle doit veiller à ne pas éteindre l'Esprit sous le prétexte d'imposer l'ordre»* (9).

Le développement du capitalisme, donc de la lutte des classes, a incontestablement produit au sein de l'Eglise un phénomène d'écartèlement entre l'appareil et une partie de la «base militante». Donc, comme l'avoue Georges Hourdin: *«Il lui fallait changer en disant qu'elle ne bougeait pas»* (10). Moins complaisants nous dirons plutôt qu'il lui fallait donner l'illusion du changement, sans rien lâcher sur les principes, pour satisfaire - et ils se satisfont de peu - ceux que Chapuis décrit ainsi: *«Désormais, quand de jeunes chrétiens s'engagent dans l'action politique, ils le font de plus en plus sur des positions de gauche. Ce faisant, ils contribuent d'une façon déterminante à la renaissance des idées socialistes et révolutionnaires»* (11).

Ainsi tout le monde il serait beau, tout le monde il serait gentil. Mais c'est avant tout de la renaissance du pouvoir de l'Eglise sur la société qu'il s'agit. Et ce n'est qu'à travers une description fautive de l'histoire qu'on veut nous faire croire à un renouveau fondamental de la doctrine et de la pratique. L'essentiel de l'idéologie, Hourdin ne le cache pas: *«On peut dire que son noyau tient au témoignage que transmet l'Eglise de la divinité et de la résurrection du Christ»* (10). Tout le reste n'est que mauvaise littérature.

Quant à la pratique nous ne devons pas la juger dans le moment présent, sous peine d'en perdre la quintessence, mais historiquement, séculièrement. Car ce n'est pas la première fois que l'Eglise traverse une crise grave. Au début du siècle Georges Sorel notait avec pertinence: *«Lorsque le découragement vient nous surprendre, rappelons-nous l'histoire de l'Eglise... Les apologistes du catholicisme ont été si frappés de l'incohérence que présente cette histoire qu'ils ont prétendu qu'on ne saurait l'expliquer sans faire intervenir les desseins mystérieux de la Providence. Je vois les choses sous un aspect plus simple; je vois que l'Eglise s'est sauvée malgré les fautes des chefs, GRACE A DES ORGANISATIONS SPONTANÉES; à chaque rajeunissement se sont constitués de nouveaux ordres religieux qui ont soutenu l'édifice en ruine, et même l'ont relevé»* (12).

Il y aurait beaucoup à dire sur la spontanéité envisagée par Sorel, mais son analyse fondamentale des renaissances successives du pouvoir de l'Eglise rejoint, à travers les décennies, d'autres analyses envisageant un renouveau religieux au XIX<sup>ème</sup> siècle que les faits actuels nous obligent à ne pas traiter par l'indifférence.

(A suivre.)

**Marc PRÉVOTEL.**

Prochain article: IV - Un Yalta idéologique.

(9) Rev. P. Dom. PA. Liégé, *Christianisme*, Encyclopaedia Universalis.

(10) Georges Hourdin, op. cit., p. 55.

(11) Robert Chapuis, op. cit., p. 167.

(12) Georges Sorel, *La décomposition du marxisme*, Marcel Rivière, Ec.. Bibliothèque du Mouvement Proletarien, 1910.

-----

L'ANARCHO-SYNDICALISTE

Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes

Nouvelle Série - Mensuel

Prix: le numéro 2,00 F

Abonnement 10 numéros: 20,00 F Abonnement de soutien: 50,00 F

C. C. P. ROUYER Claude N° 3 894 46 V NANTES

CORRESPONDANCE : Serge MAHE, 12, rue du Danube 44800 St-HERBLAIN - Tél.: 40-22-78

Le Gérant : A. HEBERT

Imprimerie AUNEAU - NANTES

-----